

SENAT DE BELGIQUE

BELGISCHE SENAAT

Session de 1984-1985

Zitting 1984-1985

9 novembre 1984

9 november 1984

Projet de loi relatif aux intercommu-
nales

Ontwerp van wet betreffende de intercom-
munales

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président du Sénat, le 25 octobre 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet de loi "relatif aux intercommunales", a donné le 29 octobre 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e oktober 1984 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen op het ontwerp van wet "betreffende de intercommunales", heeft de 29e oktober 1984 het volgend advies gegeven :

R.A 12803

R.A 12803

Voir :

Zie :

Doc. du Sénat :

Gedr. St. van de Senaat :

529 (1982-1983) :

529 (1982-1983) :

n° 1 : Projet de loi
2 : Rapport
3 à 16 : Amendements

nr 1 : Ontwerp van wet
2 : Verslag
3 tot 16 : Amendementen

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations qui suivent.

+

Article 2.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE propose de supprimer cet article pour des raisons d'opportunité politique.

Le Conseil d'Etat n'a pas à exprimer d'avis à ce sujet

Il en va de même pour l'amendement subsidiaire.

Tel est également le cas pour les amendements de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN.

L'amendement de M. le Sénateur PAQUE et consorts a pour objet de permettre à la Région de faire partie d'une association de communes.

Estimant que la Région doit pouvoir faire partie des intercommunales, l'amendement omet l'exception prévue à l'article 2, fondée sur le principe "que l'on ne peut être à la fois le contrôleur et le contrôlé" (1).

(1) Sénat, session 1982-1983, doc. n° 529/1, p. 3.

Ce principe est davantage un précepte qu'une règle de droit. Le législateur n'y a pas toujours été fidèle.

La loi du 1er mars 1922 elle-même (article 1er) autorise d'ailleurs l'Etat à faire partie des associations de communes, alors qu'elle attribue la tutelle sur ces associations au "Roi" et au "Gouvernement".

La question de savoir si l'autorité de tutelle peut être juge et partie dans une association de communes a été posée à propos de la province, autorisée elle aussi à faire partie d'une association en vertu de la loi du 1er mars 1922, alors que la députation permanente détient certains pouvoirs de tutelle en vertu de la même loi :

"Il arrive que la Province soit membre de l'association. La Députation permanente n'est-elle pas alors juge et partie ? Dembour fait observer que la Députation permanente, en tant qu'elle participe à la gestion de l'association, agit en qualité d'organe et de représentant de la Province, tandis que lorsqu'elle exerce un contrôle de tutelle sur les actes de l'association, elle agit en qualité d'organe et de représentant de l'Etat. Il n'y a donc pas incompatibilité sur le plan théorique. On estimera toutefois, avec cet auteur, que dans le fait, la critique est fondée. Le remède proposé est que lorsque la Province participe à l'association, l'avis du gouverneur soit substitué à celui de la Députation permanente" (R.P.D.B. V° Associations de communes, compl.t.V, n° 186).

Considéré sous cet angle, l'amendement pose donc non une question de droit mais une question d'opportunité politique.

La même observation s'applique à la première phrase de l'amendement de M. le Sénateur GELDOLF et consorts et à l'amendement de M. le Sénateur WYNINCKX et consorts.

Les trois autres phrases de l'amendement de M. le Sénateur GELDOLF et consorts n'appellent pas d'objection en droit.

Article 3.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à supprimer la deuxième phrase : "quels que soient leur forme et leur objet, elles n'ont pas un caractère commercial".

Le caractère non commercial des associations de communes est consacré par l'article 5, 1°, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1922. Cette règle découle du principe selon lequel l'association, personne publique au même titre que les communes, ne peut agir que dans un but d'utilité publique.

On voit mal que le législateur puisse écarter les conséquences de ce principe.

Article 4.

L'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN tend, en premier lieu, à exclure le recours à la forme de l'association sans but lucratif. C'est là une question d'opportunité sur laquelle il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer.

Le même amendement tend, en second lieu, à prescrire que :

- "...les statuts de l'intercommunale mentionnent au minimum :
- 1° ...
 - 2° ...
 - 3° ses statuts administratif, pécuniaire et du personnel, qui sont une garantie de l'objectivité en matière de nominations et de promotions, étant entendu que le personnel reflète l'éventail idéologique de la société;
- ..."

On peut se demander si l'insertion, dans les statuts de l'intercommunale, des statuts administratif et pécuniaire du personnel n'alourdirait pas considérablement non seulement les statuts de l'intercommunale mais, en outre, la procédure de leur modification éventuelle. S'il fallait comprendre cette partie de l'amendement en ce sens que les statuts de l'intercommunale devraient contenir des dispositions garantissant le pluralisme du personnel, il s'agirait alors d'une disposition dont le Conseil d'Etat n'aurait pas à apprécier l'opportunité.

Enfin, l'alinéa 2 du texte en projet dans l'amendement reproduit, sous une forme un peu différente, la règle qui figure à l'article 29, § 1er, du projet adopté par la Commission de l'intérieur. Ce changement d'emplacement ne paraît pas avoir de justification très logique.

Article 5.

L'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN découle de l'option prise par ses auteurs en faveur des intercommunales "pures" et de l'exclusion du recours à la forme de l'association sans but lucratif. Cette option n'a pas à faire l'objet d'une appréciation du Conseil d'Etat.

Article 7.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE ramène la durée de la société à dix-huit ans. Il s'agit là d'une pure question d'opportunité.

Article 8.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à permettre, nonobstant toute disposition conventionnelle contraire, le retrait d'un associé moyennant l'autorisation des cours et tribunaux "si l'association ne réalise pas l'objet social à son égard". C'est là un cas supplémentaire de retrait par rapport au projet adopté par la Commission. Il n'appelle pas d'observation en droit sinon qu'une attribution de compétence, par exemple au tribunal de première instance du siège de l'association, serait plus adéquate si l'amendement était adopté.

L'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN n'apporte au projet adopté par la Commission que des modifications de fond qui n'appellent aucun commentaire.

L'amendement de M. le Sénateur PAQUE et consorts tend, d'abord, à supprimer à la fin de l'alinéa 1er les mots "et aux autres associés".

Cet amendement n'appelle aucune observation en droit, sinon qu'il déroge au droit commun, ce qui est au pouvoir du législateur.

L'amendement tend, en outre, à supprimer les alinéas 2 et 3, motif pris de l'incompétence prétendue du législateur national pour élaborer les dispositions normatives relatives à la fixation du ressort des associations de communes.

Le Conseil d'Etat ne peut que s'en référer aux observations qu'il a faites à ce propos dans l'avis n° L. 14.985/VR, avis annexé au projet.

La même observation vaut pour l'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN, en tant qu'il vise à supprimer les articles 10 à 20 inclus, et pour les amendements de M. le Sénateur PAQUE et consorts, en tant qu'ils visent à supprimer les mêmes articles, ainsi que les articles 23, 24 et 25.

Article 8bis (nouveau).

L'article que l'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN tend à insérer dans le projet prévoit, à terme, une sorte de fusion générale de toutes les associations intercommunales en une seule, dont "les membres ... pourront être élus directement". D'évidence, il y aurait là un régime d'association tout à fait différent de celui que prévoit l'article 108, alinéa 4, de la Constitution.

La même observation vaut pour l'amendement des mêmes auteurs, à l'article 29.

Article 11.

L'amendement de M. le Sénateur GELDOLF et consorts tend à remplacer l'article par le texte suivant :

"Les communes disposent toujours de la majorité des parts ainsi que de la présidence des différents organes de gestion et de contrôle de l'intercommunale".

La justification avancée, savoir qu'il s'agirait de mettre l'article 11 en conformité avec le paragraphe 2 (lire l'alinéa 2) de l'article 12, paraît peu adéquate puisque l'article 11 vise la majorité non seulement au sein de l'assemblée générale mais aussi dans les autres organes de gestion de l'intercommunale.

Article 12.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à maintenir l'article 3 du projet initial, selon lequel :

"L'expression du vote de chaque commune à l'assemblée générale se fait à la proportionnelle du conseil communal".

La Commission a supprimé cette disposition parce qu'elle jugeait trop compliquée la règle qu'elle énonçait. C'est là une appréciation au fond sur laquelle le Conseil d'Etat n'a pas à émettre d'avis.

Une observation analogue vaut pour l'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN aux articles 12, 13 et 14, et pour l'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE à l'article 14.

Article 13.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE visant à écrire dans le texte français, à la fin de l'alinéa 2 du paragraphe 1er : ". des conseillers communaux, des bourgmestres ou des échevins" est parfaitement justifié. Il supprime, en effet, une équivoque.

La même observation vaut pour l'amendement du même auteur à l'article 14, alinéa 3.

L'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN, à l'article 13, § 2, tend à ajouter que les délégués du personnel n'ont voix que consultative. C'est là une proposition qui relève de l'opportunité politique et sur laquelle le Conseil d'Etat n'a, par conséquent, pas à émettre d'avis.

Article 14.

L'amendement de M. le Sénateur WYNINCKX et consorts tend, dans ses deux premières parties, à faire du membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises visé à l'alinéa 2 de cet article, non plus un membre du collège des commissaires mais un assistant de ce collège. Il se fonde sur une incompatibilité qui procéderait de l'article 7 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises, modifié par la loi du 8 août 1980.

Dans le trop bref délai dont il a disposé, le Conseil d'Etat n'a pas été en mesure d'étudier la portée exacte de l'article 7 précité à la lumière notamment des travaux préparatoires de cette disposition. Il apparaît cependant, à la lecture de celle-ci, que le mandat de membre du collège des commissaires chargé de la surveillance de l'intercommunale n'est pas littéralement "une fonction rémunérée par l'Etat, les provinces ou les communes". Ce mandat paraît relever bien plutôt de l'alinéa 2 de l'article 7 qui permet l'exercice d'un mandat de commissaire de société moyennant l'autorisation du conseil de l'Institut.

Dans sa troisième partie, le même amendement tend à supprimer le troisième alinéa de l'article 14 du projet. Cette proposition relève, de même que l'amendement subsidiaire qui l'accompagne, de l'opportunité politique.

Article 15.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à établir une série d'incompatibilités relatives aux mandats d'administrateur et de commissaire.

Le Conseil d'Etat n'a pas à se prononcer sur cette question de pure opportunité.

L'amendement de MM. les Sénateurs VANDEZANDE et LUYTEN se présente comme la conséquence de l'exclusion des personnes privées. Il n'appelle pas d'autre observation que ce qui a été écrit ci-dessus à ce propos.

Le même commentaire vaut pour les amendements des mêmes auteurs aux articles 17, 21 et 22.

Article 17.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à réserver aux associés publics la protection des intérêts des associés minoritaires. Le Conseil d'Etat n'a pas à se prononcer sur cette suggestion, qui relève du fond.

Article 18.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à supprimer l'alinéa 2 du 1°, c'est-à-dire la limitation de la prohibition

portée par le 1°. On se bornera à rappeler que le texte du projet est directement inspiré à l'article 68 de la loi communale.

Article 19.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE critique l'article 19, inséré dans le projet à la suite des délibérations de la Commission de l'intérieur du Sénat. Cette critique relève d'une appréciation sur l'opportunité de laquelle le Conseil d'Etat n'a pas à se prononcer.

Article 20.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE a pour objet de supprimer la tutelle fondée sur la lésion de l'intérêt général. Dans son avis n° L. 14.985/VR, le Conseil d'Etat a fait observer qu'une pareille limitation, qui était contenue dans l'avant-projet qui lui était alors soumis, heurterait "la notion constitutionnelle de tutelle, telle qu'elle ressort de l'article 108, alinéa 2, 6°, de la Constitution, avec lequel doit être combiné l'alinéa 4 du même article". L'avis ajoutait :

"On n'apercevrait pas, au surplus, comment le législateur pourrait, sans méconnaître l'article 108 (de la Constitution) dans son ensemble, permettre aux communes de se soustraire, par leur association, à la tutelle fondée sur la violation de l'intérêt général et faire en sorte, dès lors, qu'associées, les communes aient davantage de pouvoirs qu'elles n'en ont isolément" (1).

Le Conseil d'Etat ne peut que réitérer ces observations

Article 21.

La première partie de l'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à mettre l'alinéa 1er en concordance avec l'amendement que le même auteur a proposé à l'article 7 et n'appelle pas d'autre remarque que celle qui a été faite à propos de ce dernier article.

(1) Sénat, session 1982-1983, doc. n° 529/1, p. 30.

La seconde partie de l'amendement tend à ne permettre de prendre une décision de prorogation "que durant les six premières années de la durée en cours".

Le Conseil d'Etat n'a pas saisi la portée de cet amendement ni de sa justification.

Article 22.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à remplacer les mots "du consentement de toutes les communes associées" par les mots "par un vote de l'assemblée générale à la majorité des trois-quarts".

Il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'émettre un avis sur cette suggestion de pure opportunité.

Article 26.

L'amendement de M. le Sénateur VAN ROYE tend à supprimer l'article. La question du régime fiscal des intercommunales est une question de principe d'ordre essentiellement politique sur laquelle le Conseil d'Etat n'a pas à émettre d'appréciation.

De Raad van State moet zich, in de korte termijn die hem is toegemeten, beperken tot het maken van de navolgende opmerkingen.

+

Artikel 2.

In het amendement van senator VAN ROYE wordt voorgesteld dit artikel om redenen van politieke opportuniteit te laten vervallen.

De Raad van State heeft daaromtrent geen advies uit te brengen.

Hetzelfde geldt voor het subsidiaire amendement.

Dat is ook het geval met de amendementen van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN.

Met het amendement van Senator PAQUE c.s. wordt beoogd de Gewesten de mogelijkheid te bieden deel uit te maken van een vereniging van gemeenten.

Ervan uitgaande dat de Gewesten deel moeten kunnen uitmaken van de intercommunale verenigingen, schrapt dit amendement de in artikel 2 gestelde uitzondering die steunt op het beginsel dat "men niet over zichzelf het toezicht (kan) uitoefenen" (1)

(1) Senaat, zitt. 1982-1983, Gedr. St. nr 529/1, blz. 3.

Dat beginsel is veeleer een richtsnoer dan een rechtsregel. De wetgever is er niet altijd trouw aan geweest.

De wet van 1 maart 1922 zelf (artikel 1) geeft trouwens de Staat bevoegdheid om deel uit te maken van verenigingen van gemeenten, terwijl zij het toezicht op die verenigingen toevertrouwt aan de "Koning" en aan de "Regering".

De vraag of de toezichthoudende overheid rechter en partij mag zijn in een vereniging van gemeenten, is gesteld met betrekking tot de provincie, die krachtens de wet van 1 maart 1922 ook gemachtigd is deel uit te maken van een vereniging, terwijl de bestendige deputatie krachtens dezelfde wet toch een aantal toezichtsbevoegdheden bezit:

"Il arrive que la Province soit membre de l'association. La Députation permanente n'est-elle pas alors juge et partie ? Dembour fait observer que la Députation permanente, en tant qu'elle participe à la gestion de l'association, agit en qualité d'organe et de représentant de la Province, tandis que lorsqu'elle exerce un contrôle de tutelle sur les actes de l'association, elle agit en qualité d'organe et de représentant de l'Etat. Il n'y a donc pas incompatibilité sur le plan théorique. On estimera toutefois, avec cet auteur, que dans le fait, la critique est fondée. Le remède proposé est que lorsque la Province participe à l'association, l'avis du gouverneur soit substitué à celui de la Députation permanente" (R.P.D.B.-Verbo "Associations de Communes", aanv. deel V, nr 186)

Wanneer men het amendement vanuit die gezichtshoek bekijkt, brengt het geen rechtsvraag maar een vraag van politieke opportuniteit aan de orde.

Dezelfde opmerking geldt voor de eerste volzin van het amendement van Senator GELDOLF c.s. en voor het amendement van senator WYNINCKX c.s.

Tegen de overige drie volzinnen van het amendement van senator GELDOLF c.s. is er juridisch geen bezwaar.

Artikel 3.

Het oogmerk van het amendement van senator VAN ROYE is het laten vervallen van de tweede volzin : "ongeacht hun vorm en hun doel, hebben zij geen handelskarakter".

Dat verenigingen van gemeenten geen handelskarakter hebben, is neergelegd in artikel 5, 1°, tweede lid, van de wet van 1 maart 1922. Die regel is een gevolg van het beginsel dat de vereniging, die evenals de gemeenten een overheidspersoon is, alleen met het oog op het nut van 't algemeen vermag te handelen.

Het is niet goed denkbaar dat de wetgever de consequenties van dat beginsel zou kunnen afwijzen.

Artikel 4.

Het eerste doel van het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN bestaat erin te verhinderen dat de intercommunale vereniging de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk aanneemt. Dat is een opportuiniteitskwestie waarover de Raad van State zich niet heeft uit te spreken.

Hetzelfde amendement wil in de tweede plaats voorschrijven dat :

"... de statuten vande intercommunale ... (ten minste) vermelden :

1° ...

2° ...

3° haar administratief-, personeels- en geldelijk statuut, die een waarborg zijn voor de objectiviteit van de benoemingen en bevorderingen, met dien verstande dat het personeel het spiegelbeeld is van de ideologische verhouding in de samenleving;

...".

Het is de vraag of de invoeging van het administratief statuut en van de bezoldigingsregeling van het personeel in de statuten van de intercommunale vereniging niet tot gevolg zal hebben dat niet alleen de statuten van de intercommunale vereniging maar ook nog de procedure voor de eventuele wijziging ervan heel wat logger zullen worden. Mocht dat deel van het amendement zo moeten worden verstaan dat de statuten van de intercommunale vereniging bepalingen zouden moeten bevatten die waarborgen dat er pluralisme is onder het personeel, dan zou het om een bepaling gaan waarvan de Raad van State de wenselijkheid niet heeft te beoordelen.

Ten slotte neemt het tweede lid van de in het amendement ontworpen tekst in een enigszins verschillende vorm het voorschrift over van artikel 29, § 1, van het door de Commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden goedgekeurde ontwerp. Zeer logisch lijkt die plaatsverandering niet.

Artikel 5.

Het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN is hierdoor te verklaren dat de indieners voor "zuivere" intercommunale verenigingen gekozen hebben en zij voor die verenigingen de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk hebben uitgesloten. Die keuze staat niet ter beoordeling van de Raad van State.

Artikel 7.

Het amendement van senator VAN ROYE brengt de duur van de vennootschap terug tot achttien jaar. Dat is louter een kwestie van opportuniteit.

Artikel 8.

Senator VAN ROYE wil het met zijn amendement mogelijk maken dat een deelgenoot, niettegenstaande ieder andersluidend beding, met toestemming van de hoven en rechtbanken uittreedt "indien de vereniging te zijnen opzichte haar taak niet volbrengt" Vergeleken bij het door de Commissie goedgekeurde ontwerp gaat het hier om een bijkomend geval van uittreding. Juridisch is daar niets op aan te merken, behalve dat, indien het amendement wordt aangenomen, het passender zou zijn de bedoelde bevoegdheid bij voorbeeld aan de rechtbank van eerste aanleg van de zetel van de vereniging toe te kennen.

Het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN brengt aan het door de Commissie goedgekeurde ontwerp uitsluitend wijzigingen aan die de grond van de zaak betreffen en die van 's Raadswege geen commentaar behoeven.

Het amendement van senator PAQUE c.s. heeft in de eerste plaats ten doel aan het slot van het eerste lid de woorden "en aan de andere deelgenoten" te laten vervallen.

Juridisch is op dit amendement niets aan te merken, behalve dat het afwijkt van het gemeen recht, hetgeen de wetgever vermag te doen.

Bovendien beoogt het amendement het tweede en het derde lid te laten vervallen, omdat de nationale wetgever zogenaamd onbevoegd zou zijn voor het opstellen van normatieve bepalingen omtrent de vaststelling van het ambtsgebied van de verenigingen van gemeenten.

De Raad van State kan niet anders dan verwijzen naar de opmerkingen die hij dienaangaande gemaakt heeft in het bij het ontwerp gevoegde advies L. 14.985/VR.

Dezelfde opmerking geldt voor het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN, in zoverre de bedoeling ervan is de artikelen 10 tot en met 20 te laten vervallen, en voor de amendementen van senator PAQUE c.s., in zoverre zij tot doel hebben dezelfde artikelen alsook de artikelen 23, 24 en 25 te laten vervallen.

Artikel 8bis (nieuw artikel).

Het artikel dat door het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN in het ontwerp zou worden ingevoegd, voorziet op termijn in een soort van algemene samenvoeging van alle intercommunale verenigingen tot slechts één, waarvan "de leden ... rechtstreeks kunnen verkozen worden". Het is duidelijk dat het hier om een heel ander stelsel van vereniging zou gaan dan datgene waarin artikel 108, vierde lid, van de Grondwet voorziet.

Dezelfde opmerking geldt ook voor het amendement van dezelfde indieners bij artikel 29.

Artikel 11.

Het amendement van senator GELDOLF c.s. strekt ertoe het artikel te vervangen door de volgende tekst :

"De gemeenten beschikken steeds over de meerderheid van de deelbewijzen en over het voorzitterschap in de verschillende beheers- en controleorganen van de intercommunale".

De daarbij verstrekte verantwoording als zou het er namelijk om gaan artikel 11 "conform te maken" met § 2 (lees : het tweede lid) van artikel 12, lijkt niet erg deugdelijk, aangezien artikel 11 niet alleen slaat op de meerderheid in de algemene vergadering maar ook op die in de andere beheersorganen van de intercommunale.

Artikel 12.

Het amendement van senator VAN ROYE strekt ertoe artikel 3 van het oorspronkelijk ontwerp te handhaven. Dat artikel luidt als volgt :

"De stemming van iedere gemeente in de algemene vergadering geschiedt in evenredigheid met de samenstelling van de gemeenteraad".

De Commissie heeft die bepaling doen vervallen omdat zij de daarin vervatte regel te ingewikkeld vond. Het gaat hier om een beoordeling over de grond, en daarover heeft de Raad van State geen advies te geven.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN op de artikelen 12, 13 en 14, en voor het amendement van senator VAN ROYE op artikel 14.

Artikel 13.

Het amendement van senator VAN ROYE, dat ertoe strekt in de Franse tekst, aan het slot van het tweede lid van paragraaf 1, te schrijven : "... des conseillers communaux, des bourgmestres ou des échevins" is volkomen verantwoord. Het werkt immers een dubbelzinnigheid weg.

Dezelfde opmerking geldt voor het amendement van dezelfde auteur op artikel 14, derde lid.

Het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN op artikel 13, § 2, strekt ertoe te preciseren dat de afgevaardigden van het personeel alleen maar raadgevende stem hebben. Met dat voorstel is een politieke opportuniteitskeuze gemoeid en de Raad van State heeft daarover dan ook geen advies te geven.

Artikel 14.

Het amendement van senator WYNINCKX c.s. wil in zijn eerste twee onderdelen bereiken dat het in de tweede alinea van dit artikel bedoelde lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, geen lid van het college van commissarissen meer zou zijn maar enkel nog een assistent van dat college. Het beroept zich op een onverenigbaarheid die zou volgen uit artikel 7 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980.

De Raad van State heeft in het te korte tijdsbestek waarover hij beschikte de juiste strekking van genoemd artikel 7 niet kunnen bestuderen aan de hand onder meer van de parlementaire voorbereiding van die bepaling. Uit de bepaling zelf laat zich echter aflezen dat het mandaat van lid van het college van commissarissen, dat belast is met het toezicht

op de intercommunale, geen "door de Staat, de provinciën of de gemeenten bezoldigde functie" is in de letterlijke betekenis. Dat mandaat lijkt veeleer te ressorteren onder het tweede lid van artikel 7, dat de uitoefening van een mandaat van commissaris van een handelsvennootschap mogelijk maakt mits daarvoor de toestemming van de raad van het Instituut wordt verkregen.

In zijn derde onderdeel strekt hetzelfde amendement ertoe het derde lid van artikel 14 van het ontwerp te doen vervallen. Met dat voorstel, evenals met het erbij gevoegde subsidiaire amendement, is een politieke opportuniteitskeuze gemoeid.

Artikel 15.

Het amendement van senator VAN ROYE strekt ertoe een reeks onverenigbaarheden betreffende de mandaten van bestuurder en van commissaris in te voeren.

Over deze zuivere opportuniteitskwestie heeft de Raad van State zich niet uit te spreken.

Het amendement van de senatoren VANDEZANDE en LUYTEN laat zich aanzien als het gevolg van de uitsluiting van de private personen. Er is geen andere opmerking bij te maken dan hetgeen hierboven in verband daarmee is gezegd.

Die commentaar geldt mede voor de amendementen van dezelfde senatoren op de artikelen 17, 21 en 22.

Artikel 17.

Het amendement van senator VAN ROYE strekt ertoe de belangen van de minoritaire deelgenoten alleen te beschermen voor zover het om openbare deelgenoten gaat. Het staat

niet aan de Raad van State zich uit te spreken over dat voorstel, dat de grond van de zaak betreft.

Artikel 18.

Het amendement van senator VAN ROYE strekt ertoe het tweede lid van 1°, namelijk de beperking van het in 1° gestelde verbod, te doen vervallen. Er zij alleen aan herinnerd dat de tekst van het ontwerp rechtstreeks ontleend is aan artikel 68 van de gemeentewet.

Artikel 19.

Het amendement van senator VAN ROYE levert kritiek op artikel 19, dat in het ontwerp is ingevoegd bij de behandeling in de Commissie voor de binnenlandse aangelegenheden van de Senaat. Met die kritiek is een beoordeling van de opportuniteit gemoeid en daarover heeft de Raad van State zich niet uit te spreken.

Artikel 20.

Het amendement van senator VAN ROYE heeft tot doel het toezicht dat gegrond is op de schending van het algemeen belang, te doen vervallen. De Raad van State heeft in zijn advies nr L. 14.985/VR opgemerkt dat een dergelijke beperking, die voorkwam in het voorontwerp dat hem toen was voorgelegd, in strijd zou komen "met het grondwettelijk begrip toezicht, zoals dat blijkt uit artikel 108, tweede lid, 6°, van de Grondwet, waarmee samengelezen moet worden het vierde lid van datzelfde artikel". Voorts leest men in het advies :

"Bovendien zou het niet duidelijk zijn hoe de wetgever, zonder veronachtzaming van artikel 103 (van de Grondwet) in zijn geheel, de gemeenten zou kunnen toestaan zich, door het feit van hun vereniging, te onttrekken aan het toezicht dat op de schending van het algemeen belang gegrond is, met als gevolg dat de gemeenten, als zij verenigd zijn, meer macht zouden bezitten dan wanneer zij alleenstaan" (1)

De Raad van State kan die opmerkingen alleen maar herhalen.

Artikel 21.

Het eerste onderdeel van het amendement van senator VAN ROYE strekt ertoe het eerste lid in overeenstemming te brengen met het amendement dat hijzelf heeft voorgesteld op artikel 7; er is geen andere opmerking bij te maken dan die welke gemaakt is naar aanleiding van dat laatste artikel.

Het tweede onderdeel van het amendement heeft tot doel een besluit tot verlenging alleen toe te staan "tijdens de zes laatste jaren van de lopende termijn".

De strekking van dat amendement en van de verantwoording ervan is de Raad van State niet duidelijk.

Artikel 22.

Het amendement van senator VAN ROYE strekt ertoe de woorden "voor zover alle aangesloten gemeenten daarmee instemmen" te vervangen door de woorden "met een meerderheid van drie-vierde van de stemmen".

Het staat niet aan de Raad van State een advies uit te brengen over dat voorstel, dat een loutere opportuniteitskwestie is.

(1) Senaat, zitting 1982-1983, Gedr. St. nr 529/1, blz. 30.

- 25 -

Artikel 26.

Het amendement van senator VAN ROYE strekt ertoe het artikel te doen vervallen. De fiscale behandeling van de intercommunales is een beginselkwestie die hoofdzakelijk van politieke aard is en waarover de Raad van State niet te oordelen heeft.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren : R. VAN AELST,
J.-J. STRYCKMANS,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,
conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

P. TAPIE.